

<https://47.snuipp.fr/Fonction-publique-Greve-unitaire-et-manifestations-le-9-mai>



Fonction publique : Grève unitaire et manifestations le 9 mai

- Actions - Archives -

Date de mise en ligne : lundi 29 avril 2019

Dernière mise à jour : 29 avril 2019

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

<https://47.snuipp.fr/local/cache-vignettes/L64xH64/odt-e577b.svg>

Texte de soutien des Gilets Jaunes

Informations pratiques

Les rendez-vous :

- à 10h : assemblée générale salle Picasso (à coté du Stadium) à Agen
- à 11h : manifestation à partir de la place de Préfecture

Sommaire

- [Informations pratiques](#)
- [Appel intersyndical](#)
- [Communiqué de la FSU](#)

Pour manifester la fin possible de Fonction publique chacun est invité à venir en habit de deuil, tout en noir !

Tract intersyndical départemental à destination des usagers de l'École :

<https://47.snuipp.fr/local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svg>

Tract Loi Blanquer

Appel intersyndical

Les organisations syndicales CFTD, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA de la Fonction publique affirment de nouveau leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous, porteuse de l'intérêt général.

Depuis de nombreux mois, en dépit de leurs revendications et propositions, elles constatent que le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire aux intérêts de la population, néfaste pour les missions publiques et pour les agent-es.

Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent-es public-ques, alors même qu'il ne revalorise pas leur rémunération, qu'il supprime des postes, engendrant une forte dégradation des conditions de travail, et veut affaiblir leurs droits et garanties.

Les personnels, avec leurs organisations syndicales, revendiquent l'augmentation de la valeur du point d'indice afin d'améliorer leur pouvoir d'achat, la suppression du jour de carence et rappellent leur opposition aux 120 000 nouvelles suppressions de postes annoncées.

À de multiples reprises, nos organisations se sont opposées à ces mesures et ont mis sur la table des propositions

alternatives.

Poursuivant leur politique, toujours sans tenir grand compte des organisations syndicales représentatives, le Président de la République et le gouvernement comptent faire adopter au Parlement, d'ici au début de l'été, une loi dite de transformation de la fonction publique dont nombre de dispositions ont une portée très grave tant pour les agent-es et les citoyen-nes que pour l'avenir de la Fonction publique.

Il en est ainsi, par exemple, de la mise en place d'une instance unique en lieu et place des comités techniques et CHSCT, instance qui risque de diluer et amoindrir les actions dans des domaines essentiels de la sécurité, de la santé et de la vie au travail.



C'est aussi le cas avec la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité, mesure qui va favoriser une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire.

Avec le recours au recrutement accru à tous les niveaux de contractuel-les, la précarité sera encore aggravée particulièrement avec des contrats de mission à durée déterminée pouvant être rompu à tout moment.

Par ailleurs, aucune amélioration substantielle des garanties collectives ni sécurisation des parcours professionnels n'est envisagé pour les contractuel-les pas plus qu'un encadrement plus strict des conditions de recrutement et de formation.

De plus, c'est l'égalité d'accès aux emplois publics et les garanties de neutralité de l'agent public qui sont menacées.

Après des communiqués unitaires, après des délais de consultations des instances supérieures de la Fonction publique peu respectueuses d'un dialogue social de qualité, après que toutes les organisations représentatives de la Fonction publique aient donné un avis défavorable au projet de loi dit de transformation de la fonction publique, les organisations syndicales CFTD, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA réaffirment leur volonté de mettre en œuvre un processus de mobilisation inscrit dans la durée.

Pour dire non au projet de loi de transformation de la fonction publique et pour demander au gouvernement qu'il ouvre enfin des négociations sur de nouvelles bases, elles appellent d'ores et déjà toutes et tous les agent-es de la Fonction publique à se mettre en grève le jeudi 9 mai prochain, étape forte du processus de mobilisation.

Communiqué de la FSU

9 mai : l'Éducation mobilisée avec toute la Fonction publique !

Les Lilas le 17 avril 2019

Toutes les organisations syndicales représentatives de la Fonction publique appellent, ensemble, les agent-e-s à cesser le travail et à manifester partout en France le 9 mai prochain pour refuser le projet de loi de transformation de la fonction publique.

Fonction publique : Grève unitaire et manifestations le 9 mai

Un texte qui fait écho par certaines dispositions au projet de loi intitulé pour une école de la confiance confronté aux fortes mobilisations des personnels de l'Éducation mais aussi à celle des parents d'élèves.

Le 9 mai prochain, les personnels de l'Éducation auront l'occasion de redire leur attachement au service public, leurs revendications de revalorisation des salaires et d'amélioration des conditions de travail, leur refus de la loi Blanquer et des réformes régressives en cours.

Le projet de loi de transformation de la fonction publique prévoit notamment un recours accru au recrutement d'agent-e-s par contrat en lieu et place du recrutement sous statut de fonctionnaire. Cela remettrait en cause l'égalité d'accès à l'emploi public par concours et battrait en brèche la garantie d'indépendance des agent-e-s au service de l'intérêt général, gage de la qualité des services rendus au public.

Il prévoit également de priver les instances paritaires de l'essentiel de leurs prérogatives en matière de gestion des carrières, d'empêcher par exemple les élu-e-s des personnels d'exercer leur rôle de contrôle, favorisant ainsi une gestion opaque et privant les personnels de recours contre l'arbitraire.

Sans compter la suppression annoncée de 120 000 emplois dans la Fonction publique et l'absence totale de revalorisation salariale pour les quelques 5,5 millions d'agent-e-s dont les personnels de l'Éducation !

Les personnels du ministère de l'Éducation nationale, dans le cadre des nombreuses mobilisations en cours, marqueront le 9 mai prochain leur opposition à ce projet de loi destructeur de la Fonction publique et leur opposition à la politique éducative rétrograde que poursuit le ministère de l'Éducation nationale sans prendre en compte ni l'expertise professionnelle du terrain, ni l'avis des organisations syndicales représentatives des personnels, ni ceux de l'ensemble de la communauté éducative. Pour la FSU, le projet de loi de pour une école de la confiance, tout comme les réformes des lycées et du baccalauréat, vont accroître les inégalités sans répondre à la nécessité d'améliorer le service public d'éducation pour assurer la réussite de toutes et tous les élèves et élever le niveau de qualification.

Le 9 mai, avec l'ensemble des syndicats de la Fonction publique, la FSU appelle les personnels, enseignant-e-s et non-enseignant-e-s, à se mettre en grève pour dire non à la réforme de la Fonction publique, exiger une revalorisation des salaires, demander l'abandon du projet de loi Blanquer et des réformes des lycées et du baccalauréat et exiger l'ouverture de négociations pour des services publics à la hauteur des besoins.